

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER—LES ENTRETIENS À L'ONU AU SUJET DE L'ENVIRONNEMENT—LA DATE PROBABLE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Maintenant que la conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, qui se tenait à Stockholm, est terminée, pourrait-il déclarer si des discussions ont eu lieu, parmi les délégués présents, au sujet de la conférence de 1973 sur le Droit de la mer? Dans ce cas, pourrait-il nous dire si une date a été fixée pour cette importante conférence?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je n'ai reçu aucun rapport dans ce sens, mais le ministre de l'Environnement sera bientôt de retour et j'espère qu'il pourra nous donner un compte rendu des efforts fructueux qu'il a faits au nom du Canada.

* * *

LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

LE DÉPÔT DU RAPPORT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre d'État chargé des affaires urbaines, au sujet du rapport de la Commission des prix et des revenus. Des questions ont été posées à ce sujet à plusieurs reprises. Le ministre pourrait-il maintenant nous indiquer la date approximative où ce rapport doit être rendu public?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, il sera rendu public très bientôt.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Est-ce qu'il vaudra la peine d'être publié?

* * *

• (1440)

LE PÉTROLE

LE PROJET DE LIGNE DE PÉTROLIERS DU TAPS—LES CONSULTATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT DES É.-U. ET LE RENVOI DE LA QUESTION À LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il a reçu une réponse à la lettre qu'il avait envoyée à son homologue, M. Rogers, demandant au gouvernement américain de se joindre au gouvernement canadien pour renvoyer à la Commission mixte internationale la question du parcours de Valdez à Cherry Point pour l'expédition du pétrole?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu une réponse le 16 juin, et, à ma grande déception, ainsi qu'à celle, j'en suis persuadé, du député et de tous ses collègues, les États-Unis ont rejeté la proposition du Canada de renvoyer ces questions à la Commission mixte internationale. Toutefois, le gouvernement des États-Unis a dit qu'il était prêt à s'entretenir davantage de cette question à un

comité sur les problèmes de l'environnement outre-frontière dont sont membres, du côté des États-Unis, le président du Conseil sur la qualité de l'environnement, et du côté du Canada, le ministre de l'Environnement. Les États-Unis ont dit qu'on pourrait étudier à ce comité les problèmes exposés par le Canada dans sa proposition de renvoi à la Commission mixte internationale. Étant donné les circonstances, j'estime que nous devrions accepter cette offre, puisqu'elle permettra une discussion de la question entre les ministres et les hauts fonctionnaires des deux gouvernements.

M. Douglas: Étant donné le caractère décevant de cette réponse, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre. Vu que ses entretiens avec le président Nixon avaient donné à penser que ce dernier était favorable au renvoi de cette question à la Commission mixte internationale, le premier ministre serait-il prêt à en parler au président des États-Unis?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois que le député se trompe quand il dit que j'ai laissé entendre que le président Nixon était favorable à cette solution. Ce que j'ai dit, c'était que je lui en parlerais, et il m'a répondu qu'il y songerait. Je ne vois pas, non plus, pourquoi le député estime que c'est un résultat décevant. Assurément, c'est le résultat que nous voulons. Je ne vois pas pourquoi le député se soucie tant de la forme, du moment qu'on obtient le résultat recherché.

M. Douglas: Puis-je demander pourquoi je n'ai pas le droit d'être déçu, alors que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en a le droit, lui?

Le très hon. M. Trudeau: Parce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a des critères beaucoup plus élevés que le député.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

CAP-BRETON—LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES—L'AFFECTATION DE FONDS PAR LE MEER

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Comme on a fait état ces derniers jours de la nécessité de construire un nouvel Institut de formation professionnelle des adultes au Cap-Breton, ainsi que de l'inconfort et des ennuis qu'éprouvent les étudiants et les enseignants de la région dans l'immeuble actuel, le MEER financera-t-il en partie l'école ou le ministre en est-il déjà informé?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, si nous agissons jamais, ce sera à la demande du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, qui a compétence en matière de programmes de formation des adultes.

M. Muir: Je remercie le ministre d'avoir donné des éclaircissements, du moins sur ce point. Puis-je poser la même question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? Est-il en mesure de jeter quelque lumière sur ce sujet très intéressant?